

Arrêté n° BPEF-2024-0099 du

20 JUIN 2024

Levant la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 6 décembre 2022 à l'encontre de la société SAMAB, située zone industrielle du Pavement à Craon, de respecter les prescriptions applicables à son usine de nutrition animale comportant un silo de stockage de céréale

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 66 qui dispose que « *les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique* » ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-P-738 du 2 juillet 2010 autorisant la société SAMAB, sise zone industrielle du Pavement à Craon, à poursuivre l'exploitation d'une usine de nutrition animale comportant un silo de stockage de céréales, située zone industrielle du Pavement à Craon ;

VU le bénéfice de l'antériorité accordé par courrier en date du 9 avril 2013 à la société SAMAB, au titre de la rubrique 3642-2 « *Traitement et fabrication, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :*

2) uniquement de matières premières végétales avec une capacité de production :

a) supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour »

et soumettant à autorisation l'installation pour une capacité de 400 t/j ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2022 portant mise en demeure à l'encontre de la société SAMAB, située zone industrielle du Pavement à Craon, de respecter les prescriptions applicables à son usine de nutrition animale comportant un silo de stockage de céréales ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 modifié, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU le rapport de vérification de l'Apave n° 1364378-005-1 en date du 15 juin 2023, à l'issue du contrôle réalisé sur le site de l'usine SAMAB le 13 juin 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2024, à la suite de sa visite d'inspection réalisée sur le site de l'usine SAMAB le 16 avril 2024 ;

CONSIDERANT qu'à la suite de la vérification partielle des installations électriques de l'établissement le 13 juin 2023, l'Apave conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;

CONSIDERANT que les conclusions de ce rapport sont de nature à répondre à la mise en demeure du 6 décembre 2022 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 6 décembre 2022 à l'encontre de la société SAMAB, exploitant une usine de nutrition animale comportant un silo de stockage de céréales, sise zone industrielle du Pavement à Craon, est levée.

ARTICLE 2 : l'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, sur le site Internet des services de l'État de la Mayenne (<https://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>).

ARTICLE 3 : le présent arrêté est notifié à la société SAMAB par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de Château-Gontier, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – unité interdépartementale Anjou-Maine, l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le 20 JUIN 2024

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général de la
préfecture de la Mayenne,


Samuel GESRET

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr